



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 42981-2
portant modification à l'arrêté préfectoral n°42981 autorisant la société Bordini
Environnement à exploiter une installation de stockage de déchets de matériaux de
construction contenant de l'amiante sur le territoire de la commune de
Louvigné du Désert**

**Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 mars 2012 relatif aux installations de stockage de déchets d'amiante ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant M. Philippe GUSTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2007 autorisant la société Bordini Environnement à exploiter une installation de stockage de déchets inertes aux lieux-dits « Bois Denis » et « Le Rocher Montlouvier » sur le territoire de la commune de Louvigné du Désert ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2007 autorisant la société Bordini Environnement à accueillir de l'amiante liée dans son installation de stockage de déchets inertes située au lieu dit « Le Rocher Montlouvier » sur le territoire de la commune de Louvigné du Désert ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 42981 du 11 janvier 2016 modifiant l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2007 autorisant la société Bordini Environnement à augmenter la capacité annuelle de stockage d'amiante liée dans son installation de stockage de déchets inertes située au lieu dit « Le Rocher Montlouvier » sur le territoire de la commune de Louvigné du Désert ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 42971-1 du 4 novembre 2021 modifiant l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2016 autorisant la société Bordini Environnement à étendre la durée de stockage d'amiante liée dans son installation de stockage de déchets inertes située au lieu dit « Le Rocher Montlouvier » sur le territoire de la commune de Louvigné du Désert jusqu'au 01 octobre 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 26 décembre 2022 pris à l'encontre de la société Bordini Environnement de déposer une demande de modification afin d'étendre sa durée d'exploitation

Vu le dossier de Porter à Connaissance présenté par la société Bordini Environnement en date du 13 avril 2023 concernant l'extension de la durée d'exploitation de son installation de stockage d'amiante liée à des matériaux inertes au Rocher Montlouvier et le dossier joint ;

Vu les observations de la Participation du Public par Voie Électronique (PPVE) ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 21 février 2024 ;

Vu le courrier en date du 25 mars 2024 par lequel l'exploitant est invité à formuler ses observations ;

Vu le courrier du 11 avril 2024 par lequel l'exploitant a répondu ;

Considérant que l'installation du Rocher Montlouvier est actuellement la seule installation de stockage de déchets non dangereux autorisée à accueillir des déchets d'amiante liée à des matériaux inertes du département d'Ille-et-Vilaine ;

Considérant que le projet de nouvelle installation de stockage d'amiante prévue au Rocher Méhalin est actuellement en cours d'instruction et que des compléments sont attendus de la part de l'exploitant ;

Considérant l'intérêt de maintenir une installation de stockage de déchets d'amiante sur le territoire de l'Ille-et-Vilaine pour respecter le principe de proximité de traitement des déchets exprimé à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

Considérant que par arrêté préfectoral complémentaire du 11 janvier 2016, la société Bordini Environnement a été autorisée à exploiter son installation sur la commune de Louvigné du Désert jusqu'au 1^{er} octobre 2021 à raison de 8 000 t annuelles ;

Considérant qu'une première prolongation d'un an a déjà été accordée par arrêté préfectoral du 4 novembre 2021 ;

Considérant la demande de l'exploitant d'utiliser les 18 000 tonnes de capacité restantes réévaluées sur l'installation du rocher Montlouvier pour une durée de 4 ans supplémentaires jusqu'au 1^{er} octobre 2026 ;

Considérant que l'installation avait été autorisée en 2010 à fonctionner jusqu'en 2049 mais avec une capacité de stockage annuelle de 1000 tonnes ;

Considérant les données déclarées à l'Inspection des installations classées par l'exploitant dans la base de données GERP, des quantités d'amiantes liées traitées dans l'installation sur les 3 dernières années qui indiquent un maximum de 5500 tonnes de déchets d'amiante liée à des matériaux inertes enfouis annuellement ;

Considérant les enjeux de la prolongation d'exploitation, mis en évidence par l'exploitant vis-à-vis des riverains du site (trafic des camions, nuisances sonores, etc) ;

Considérant qu'une baisse progressive des capacités de stockage du site permettra réduire également les nuisances engendrées par le maintien de l'activité ;

Considérant les éléments exposés ci-dessus et la décroissance progressive des capacités de stockage autorisées par année, issue de l'instruction par rapport à la demande de l'exploitant ;

Considérant que cette prolongation d'exploitation permettrait d'utiliser les capacités résiduelles de stockage (18 000 tonnes) de l'installation en tenant compte de la limite de capacité annuelle adaptée suite à l'instruction ;

Considérant que l'augmentation de la durée d'exploitation ne peut excéder quatre années à compter de la date du 1^{er} octobre 2022 ;

Considérant que l'exploitation de cette installation ne pourra excéder ni sa capacité résiduelle de stockage (18 000 t), ni la durée de son extension (4 ans remise en état du site incluse), ni la capacité maximale annuelle autorisée ;

Considérant la vérification de l'absence de fibres d'amiante dans les boues de curage des bassins de rétention ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, et notamment la sollicitation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant la consultation du public réalisée conformément à l'article L. 123-19-2 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Identification

La société Bordini Environnement dont le siège social est situé au lieu dit « Le Rocher Montlouvier », qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Louvigné du Désert, au lieu dit « Le Rocher Montlouvier », des installations de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du Préfet notamment le 13 avril 2023, les dispositions des articles suivants.

Article 2 : Rectificatif

Au lieu de « Arrêté préfectoral complémentaire n° 42971-1 du 4 novembre 2021 modifiant l'arrêté préfectoral n° 42971 autorisant la société BORDINI Environnement à exploiter une installation de stockage de déchets inertes à Louvigné du Désert»

Lire « Arrêté préfectoral complémentaire n° 42981-1 du 4 novembre 2021 modifiant l'arrêté préfectoral n° 42981 autorisant la société BORDINI Environnement à exploiter une installation de stockage de déchets inertes à Louvigné du Désert»

Article 3 :

Les dispositions de l'article n° 1.4.1 de l'arrêté préfectoral n°42981 du 11 janvier 2016, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'autorisation d'exploiter est autorisée jusqu'au 1er octobre 2026 ».

Article 4 :

Les dispositions de l'article n° 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°42981 du 11 janvier 2016, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La capacité totale de stockage est de 62 739 tonnes. La capacité résiduelle de stockage au 1^{er} octobre 2022 est d'environ 18 000 tonnes ».

« La capacité maximale annuelle de déchets stockés sera portée à 5 000 t puis sera réduite de 1 000 t chaque année selon les modalités suivantes :

- 2024 : 5 000 t

- 2025 : 4 000 t

- 2026 : 3 000 t »

Article 5 :

Les dispositions de l'article n° 9.2.1 de l'arrêté préfectoral n°42981 du 11 janvier 2016, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant fera surveiller au moins annuellement la présence de fibres d'amiante dans les boues de curage de ses bassins de confinement ».

Article 6 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de 4 mois à compter du premier jour de la publicité du présent arrêté ;

2°- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérécourts citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (art . R.181- 51)

Article 7 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Louvigné du Désert et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de Fougères-Vitré, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'inspection des installations de l'environnement, spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Louvigné du Désert et à la société BORDINI ENVIRONNEMENT.

Fait à Rennes,

Pour le préfet,
Le secrétaire général

Le 08/06/2024



Pierre LARREY